

“Identité et territoire, être d’ici ou d’ailleurs”

Michel CAHEN

La question qui nous préoccupe ce soir m’intéresse beaucoup en tant qu’extérieur, non seulement parce que je ne suis pas Basque et que je ressens personnellement une identité française que je crois aussi forte et aussi fondée que celle que nombre d’entre vous ici, dans la salle, ressentent comme identité basque, c’est à dire à égalité d’identité, mais aussi parce que sur les terrains d’études qui ont été les miens - l’Afrique notamment - j’ai trouvé beaucoup de problèmes qui aident y compris à réfléchir aux questions européennes. Par exemple, peut-on aujourd’hui étudier l’Afrique sans étudier l’identité ? Vous savez que ce continent aujourd’hui en très mauvais état a eu des frontières entre les états qui ont été découpées un peu n’importe comment, après le Congrès de Berlin en 1884. Alors certes, toutes les frontières sont artificielles, toutes les frontières ont été l’objet de nombreuses guerres, sauf que chez nous en Europe cela a mis à peu près mille ans à se stabiliser, et ce n’est pas encore tout à fait stabilisé. En Afrique, cela a été décidé en dix ans, par des colonisateurs qui ne connaissaient rien au terrain. Donc, forcément, les états qui ont été constitués ont beaucoup de difficultés à correspondre aux identités des peuples présents dans l’espace territorial, même si l’idéologie de ces états, qu’ils aient été de colonisation française, anglaise, belge ou portugaise, est tout à fait une idéologie d’état-nation.

Le fait de réfléchir à ces questions m’a également fait voir d’un oeil un peu différent ce qui s’est malheureusement passé il y a quelques années dans l’ex-Yougoslavie, et cela peut également m’aider à réfléchir sur l’identité basque. Parce qu’évidemment les questions d’identité, d’ethnicité - le mot d’ethnicité ne me dérange absolument pas, il suffit de le définir de façon adéquate - ne sont pas liées à la couleur de peau, l’identité c’est une question qui fait partie de ce que j’appellerai “le mouvement social de l’humanité”, qui a toujours été producteur d’identités. Réfléchir sur l’identité à partir des pays d’Afrique peut aider à mieux comprendre ce qui se passe ici. J’ai donc toujours un double regard de l’extérieur, d’abord parce que je ne suis pas Basque et parce que je travaille, en tant qu’historien, sur des sociétés non européennes. En plus je travaille sur des pays qui n’ont pas été colonisés par la France mais par le Portugal : l’Angola, le Mozambique, la Guinée Bissau, le Cap Vert et Sao Tomé. Ces cinq pays d’Afrique qui ont le portugais comme langue officielle, mais pas forcément comme langue nationale des gens aujourd’hui, après de longues luttes de libération armée - parce que le Portugal était une dictature jusqu’en 1974, qui ne voulait pas décoloniser - ont mis en place des régimes très radicaux, de partis uniques, et ont une politique très forte de négation de toutes les identités qui ont tout de suite été taxées d’obscurantisme, de divisionisme, de tribalisme, de régionalisme... Cela m’a amené à réfléchir sur les effets délétères sur la société de cette négation de l’identité et comment on pouvait en Afrique essayer de construire, malgré les conditions de misère, des nations nouvelles non pas contre les ethnicités existantes, mais au contraire en partant des ethnicités existantes. C’est l’idée d’une identité qui ne serait pas une identité simple et homogène, uniformisante, mais une espèce d’identité d’identités.

Souvent je prends un exemple qui n’a rien de révolutionnaire, celui de nos voisins britanniques : l’identité britannique est ressentie par tous les Britanniques, elle est une super-identité produite par d’autres identités nationales qui continuent à exister. Et quand on commence à réfléchir ainsi, on ne pense pas du tout à l’éclatement du pays, on

pense simplement à une conception assez souple de l'identité qui correspondrait bien mieux au vécu réel des gens qui ne demandent rien de particulier, si ce n'est à pouvoir vivre en étant eux-mêmes.

Le problème posé par l'énoncé de la conférence est complexe. "Être d'ici ou d'ailleurs" peut supposer quatre lectures différentes :

- **être d'ici ici** : par exemple quelqu'un dont la famille a toujours été basque et qui continue à vivre au Pays basque ;
- **être d'ici ailleurs** : comme ces Basques qui émigrent au Québec, ou en Californie, ou à Paris... ;
- **être d'ailleurs ici** : toutes ces personnes qui sont venues au Pays basque, dont certaines s'identifient à cette terre et d'autres non, donc des personnes qui ont un rapport différent à la terre basque ;
- et enfin **être d'ailleurs ailleurs** : c'est notre rapport au monde, avec ceux qui sont d'ailleurs et qui vivent ailleurs.

Tout cela est compliqué parce que cela va mélanger des dimensions tout à fait subjectives comme l'identité, et une notion qui a une apparence d'objectivité qui est le territoire, qui semblerait être une notion géographique naturelle avec ses montagnes, ses rivières, ses arbres, son climat etc.. Et dans une situation où tout cela est interpellé par la mondialisation, dont tout le monde entend parler mais dont on ne sait pas toujours ce que cela veut dire.

On se pose beaucoup de questions : par exemple des habitudes, des rites disparaissent, sommes-nous en train de perdre notre identité ? Faut-il considérer comme prioritaire de défendre le patrimoine culturel, le patrimoine rural en particulier ? Aujourd'hui, à l'époque de la mondialisation, est-ce que cela fait encore sens de défendre des identités particulières ? Ne vaudrait-il pas mieux penser à la planète entière ? Ne serait-ce pas plus réaliste, plus progressiste, plus en phase avec notre époque ? (Je ne pense rien de tout cela, rassurez-vous, c'est juste une manière de poser les questions !) Tout mon exposé va être cadré selon l'idée qu'opposer identité et universalisme est une grave erreur et qu'à l'inverse, l'universalisme, s'il est un universalisme concret, ne peut que se nourrir de la combinaison des identités et non point de leur suppression. Et sur le plan politique, cela signifie que promouvoir et vivre socialement une identité peut être une condition indispensable de la promotion de la citoyenneté, c'est à dire que la citoyenneté ne s'oppose nullement à l'identité, et l'identité ne s'oppose nullement à la citoyenneté. Je vais donc essayer d'illustrer ces idées forces qui sont aussi bien valables pour le Mozambique que pour le Pays basque ou pour Paris. Et je vais notamment revenir sur trois concepts : **identité, patrimoine et territoire**.

L'IDENTITE

L'identité est-elle une question de sang ? On peut paraphraser la belle phrase de Simone de Beauvoir, dans "Le Deuxième Sexe", qui disait : "On ne naît pas femme, on le devient". Bien entendu elle ne niait pas que l'on pût naître de sexe féminin ou masculin, mais tout ce qui se rapporte à la condition de femme est ensuite socialement inscrit. C'est à dire qu'un être humain de sexe féminin, par la vie sociale qu'il va mener, va être petit à petit acheminé vers la position de femme. De même, on ne naît pas Basque, on le devient. Bien évidemment, si on le devient, c'est le plus souvent parce que l'on sera né dans une famille basque. Mais il n'empêche que le processus d'identification est un processus qui est complètement social, et qui n'a strictement rien à voir avec le sang, la race ou l'identité. On peut naître au Pays basque, mais on devient Basque par un apprentissage social. Et donc l'identité évolue avec la société parce qu'elle est l'expression de pratiques sociales et de souvenirs de pratiques sociales plus anciennes que des gens ont en commun. Et si aujourd'hui il y a toujours des Basques, ce ne sont plus les mêmes Basques qu'il y a mille ans, cinq siècles ou même trente ans : ce ne sont plus les mêmes Basques, mais ce sont toujours des Basques, et ils sont toujours autant basques. C'est ce qu'en sociologie historique nous appelons une "trajectoire identitaire".

Il ne s'agit pas de chercher une origine, quelque chose de fixe, il s'agit de suivre une trajectoire qui exprime une identité, qui se transforme en même temps qu'elle s'exprime, mais qui s'exprime toujours de façon particulière.

Pourquoi à un moment donné va t'on ressentir une identité ?

Là je vais prendre un macro-exemple africain. Tout le cône sud de l'Afrique est aujourd'hui caractérisé par les anthropologues, les ethnologues, les linguistes, comme la zone de la civilisation Bantou. Même les intellectuels de cette zone disent : "oui, nous sommes de civilisation Bantou", et il y a des centres culturels qui essaient de développer cette grande famille de peuples, un peu comme nous Français nous disons que nous sommes indo-européens. Mais que veut dire Bantou en langue bantou ? Cela veut dire "l'être humain". C'est à dire qu'avant l'arrivée de l'homme blanc, les gens ne se considéraient pas comme bantous en tant que civilisation à part, ils se considéraient comme êtres humains parce que dans le règne du vivant, la différence se faisait entre l'être humain et l'animal, ou les plantes. Mais quand l'homme blanc est arrivé, Bantou est devenu un particularisme, alors qu'avant il était une généralité. C'est l'homme blanc, la colonisation qui a fabriqué le Bantou, et qui a d'ailleurs aussi fabriqué l'homme noir.

L'expression de l'identité vient du fait qu'il y a effectivement une identité dormante, qui est fondée sur des pratiques sociales préexistantes, mais dont les gens n'ont pas forcément conscience auparavant. Et puis, il peut y avoir une interpellation extérieure : du commerce à longue distance, des conquêtes militaires, des migrations, des contradictions internes à la société... Alors, des gens qui ont des pratiques sociales communes et proches, vont se rendre compte eux-mêmes qu'ils ont une identité en commun. C'est l'interpellation de l'autre qui va faire qu'ils vont le ressentir, mais c'est eux-mêmes qui vont se dire à un moment donné : je suis Basque, je suis Zoulou, je suis Français, etc.... C'est donc cette dialectique entre soi et l'autre qui va faire se rendre compte aux gens qu'ils ont une identité en commun.

Mais cette identité en commun va être variable selon les contextes : par exemple, il a été souligné par tous les chercheurs français qui ont étudié les villages de France à la fin du XIXe siècle, sous la IIIème République, qu'à l'occasion des fêtes de villages, très souvent à l'entrée du village il y avait une banderole qui disait : "Bienvenue aux étrangers" (les étrangers étant ceux du village à côté, vous l'aurez compris, et pas ceux qui sont à l'extérieur de l'espace de Schengen). Les dimensions ont complètement changé. Et puis naturellement, les identités ne sont jamais uniques, elles ne viennent jamais seules : on peut être Basque, mais on va être aussi femme, professeur de mathématiques, on va être né dans le nord ou dans le sud, avoir émigré ou pas... Et le seul endroit où tout cela se mélange, c'est l'individu qui, comme son nom l'indique, ne peut pas être divisé. C'est nous qui, dans notre analyse, allons dire : ceci relève de l'identité ethno-nationale, cela de l'identité sexuelle, cela de l'identité professionnelle etc.... Mais dans la personne, tout cela est mélangé, et selon les contextes de la vie, même sans y penser, spontanément on va mettre en avant différents registres identitaires. Et si je ne suis plus que SS, et rien que SS, et que je suis capable pour cela d'envoyer des convois de juifs en chambre à gaz, je suis près d'une mort sociale ; si parce que je suis croate ou serbe, je suis prêt à tuer mon voisin, simplement parce qu'il est croate ou serbe, je suis également près d'une mort sociale ; si parce que je suis Hutu et que mon voisin est Tutsi, je suis prêt à le couper à la machette, c'est que je suis près d'une mort sociale. Lorsqu'on n'a plus qu'une seule identité, c'est que la société dans laquelle on vit est extrêmement malade et proche de la mort sociale.

L'identité est une donnée culturelle et subjective mais toujours très liée à l'évolution des pratiques sociales, une confrontation entre ce que nous vivons aujourd'hui et le souvenir culturel de ce que nous avons du passé.

LE PATRIMOINE

Je le définis comme l'ensemble des strates léguées par l'évolution de l'identité au cours du temps. Il faut avoir du patrimoine une vision très large. Il ne s'agit pas seulement des monuments, des églises, mais ce sont aussi les bâtiments - y compris le petit bâti - ruraux, urbains, les paysages - car tous nos paysages sont des constructions humaines au fil des temps, dans lesquelles on ne fait que retrouver une autre forme de culture -, et toutes leurs manifestations culturelles.

Donc le patrimoine évolue lui aussi, un peu comme la tradition dont des sociologues ont dit que c'était une "invention permanente". A mes étudiants je donne cet exemple : un des piliers de la nation française, sans lequel il n'y aurait pas de nation française, le steak-frites a au maximum un siècle. On a parfois l'impression que des choses sont très anciennes et font partie de notre tradition alors qu'en fait ce sont des productions assez récentes mais que l'on a totalement adoptées. Dans le patrimoine basque, il est certain que les chants religieux sont une grande richesse, mais il faut aussi y mettre le rock basque, même si c'est beaucoup plus récent. C'est tout aussi important.

LE TERRITOIRE

Le territoire doit être soigneusement défini parce que c'est le concept qui a les plus grandes conséquences sur le plan politique. Il y a la manière étatique de définir le territoire, comme aire de souveraineté au sein de laquelle l'Etat peut légitimement exercer son autorité, voire sa violence. Ainsi, un phénomène économique venu de l'extérieur, et qui va ruiner des pans entiers de notre artisanat ne va pas être considéré comme une agression au territoire, mais si une armée étrangère pénètre d'un mètre sur notre territoire, là on va considérer que c'est une agression. On voit que cette définition étatique du territoire peut sous-estimer des problèmes considérables et considérer comme très graves des problèmes qui le sont peut-être un peu moins.

La définition en fonction de l'Etat est simple, même si ce territoire peut bouger : n'oublions pas que la France, qui est souvent donnée comme le modèle de l'Etat-nation, n'est pas du tout l'Etat-nation le plus ancien d'Europe à frontières constantes. A frontières constantes, l'Etat-Nation le plus ancien est d'une part le Portugal, et d'autre part l'Ecosse, mais qui n'est plus un pays indépendant. La France, jusqu'à il y a très peu de temps, a changé de frontières (la Corse a été annexée en 1769, et Nice et la Savoie sous Napoléon III, bien après la Bretagne ou le Pays basque nord).

Bien que simple, cette définition étatique du territoire a aussi permis des théorisations très abusives qui ont même eu des heures glorieuses. Par exemple, la notion de frontières naturelles défendue par la grande Révolution française de 1789-1793 : les frontières naturelles étaient les Pyrénées, les Alpes, et le Rhin qu'il fallait suivre jusqu'en plein milieu de la Hollande ! En fait, dans cette idéologie rousseauiste de la fin des Lumières, cela pouvait s'expliquer, mais cela pouvait aussi être le paravent à un expansionisme qui a d'ailleurs été pratiqué ensuite par Napoléon Bonaparte, et qui était tout à fait impérialiste.

En revanche, cela devient beaucoup plus compliqué quand on remet en cause cette notion de frontières naturelles, qui n'a aucun sens, et que l'on veut définir le territoire en fonction d'une identité. Par exemple, quel sera le territoire de la nation basque ? On peut remonter dans le temps : tout le monde sait ici que "gascon", "vascon", veut dire basque. C'est l'éthymologie et elle est importante. Il n'empêche qu'il y a eu la colonisation romaine, puis wisigothique, puis des Francs venus du nord, et cette colonisation a eu des effets. Peut-être que "gascon" veut dire basque, mais les Gascons ne sont plus des Basques. Par cet exemple je veux pointer la difficulté de définir un territoire historique. On voit que cela n'a pas de sens de remonter jusqu'à deux mille ans. Alors jusqu'où va t'on remonter ? Où faut-il mettre la limite ? Les sept provinces du Pays basque, pourquoi pas ? Mais qu'est ce qui définit qu'elles sont basques ? Est-ce le paysage ? Là on retomberait sur la question du territoire naturel qui n'existe pas, même

si bien évidemment des conditions naturelles, climatiques, agrologiques d'existence vont ensuite avoir des effets sur l'identité. Faut-il alors tenir compte de l'histoire plus récente ? Mais regardons le drame qui s'est déroulé au Kosovo. Du point de vue de l'histoire, en remontant jusqu'au XIIIe siècle, les Serbes sont tout à fait fondés à dire que le Kosovo est serbe, parce qu'au XIIIe le Kosovo était serbe. Il n'empêche qu'ensuite, il y a eu des siècles de migrations albanaises, des mouvements humains qui font qu'aujourd'hui 90% des habitants de cette région sont Albanais. Et il n'empêche que les Serbes du Kosovo ont bien le droit de rester serbes même si cette région est très majoritairement albanaise. Est-ce l'histoire encore plus récente ? Tout le monde connaît les drames qui ont été provoqués par la guerre civile espagnole contre la république : ces drames ont eu des effets d'espagnolisation au Pays basque, et notamment en Navarre. Moi je n'ai rien contre les cartes qui montrent le Pays basque aujourd'hui, mais il faut considérer qu'une carte n'a qu'une signification relative et que la notion de territoire historique en réalité est extrêmement délicate et je préfère la formule d'"archétype de l'inconscient collectif" comme territoire. C'est à dire qu'en fait, un territoire sera défini par la présence enracinée et majoritaire de gens qui vont dire "je suis Basque" et qui vont constituer sur cette terre là une société basque. C'est à dire que le territoire est dessiné exclusivement par un critère culturel qui est l'auto-identification des gens. J'insiste sur le fait qu'il s'agit bien de la présence subjective d'une société enracinée.

Le problème s'est posé de façon très concrète lorsque Michel Rocard a fait le référendum sur la Nouvelle-Calédonie : le problème politique était de savoir qui avait le droit de vote. Il y avait évidemment les populations originaires, les Kanaks, eux-mêmes divisés en un grand nombre de groupes ethniques. Et puis il y avait les anciens colons français, certes fils de gens qui avaient exproprié les Kanaks, mais qui étaient quand même là depuis plusieurs générations. Les Kanaks ont accepté de donner le droit de vote à tous ceux qui étaient nés sur place, et donc à les considérer comme Calédoniens : il s'agissait là d'une identification à la terre qui n'était pas forcément l'identification à un groupe ethnique particulier. Mais si le processus avait abouti, si la Nouvelle Calédonie était indépendante, il est probable que cette conception large de l'identité aurait pu permettre à des groupes sociaux antagoniques de trouver un langage commun pour créer une "identité d'identités" qui n'aurait nullement effacé les identités kanak d'un côté, et caldoche de l'autre.

On en revient toujours à la dimension subjective et sociale pour définir le territoire, même si la nature et l'histoire jouent leur rôle dans cette définition du territoire. Elles ne jouent leur rôle qu'indirectement dans la mesure où elles influencent les pratiques sociales, et ce sont ces pratiques sociales qui vont définir l'identité, et qui vont s'exprimer spatialement dans le territoire.

Mais alors - me dira t'on - si le territoire est uniquement défini par l'identité des gens, et si l'on constate que cette identité, cette culture, ces rites, disparaissent ou s'affaiblissent, cela veut-il dire que le territoire - le territoire basque, par exemple - va disparaître ? Oui, mais... Mais, parce que les choses ne se passent pas souvent de façon aussi linéaire, aussi mécanique. Il est vrai qu'il y a des identités qui sont vaincues, détruites, soit par la violence - je pense à la nation juive d'Europe centrale dans l'entre-deux-guerres -, soit par l'uniformisation complète - je pense à l'ancien royaume du Léon, la nation picarde... Il est vrai aussi qu'il y a des identités très affaiblies : qu'en est-il de l'Occitanie, de la Gascogne ? Et il est vrai aussi qu'il y a des identités qui restent très prégnantes, mais dont le territoire s'est beaucoup rétréci, ce qui est le cas du Pays basque. Mais cela ne veut pas dire qu'il va disparaître.

En même temps, ces injustices de l'histoire peuvent permettre à de nouvelles formes d'identités de se forger. En effet, la question de l'identité ne peut jamais être analysée toute seule : tout dépend énormément de la vitalité économique et sociale d'une société. Si l'on peut socialement et économiquement vivre bien en tant que Basque, l'identité basque ne disparaîtra pas, mondialisation ou pas. Ainsi, la francisation de la France, qui a été un processus de longue haleine et qui n'est même pas complètement terminé, c'est à dire l'extension de la nation France qui ne remplissait pas du tout la totalité du territoire

du royaume, voire même de la république, n'a pu réussir en grande partie que grâce au progrès social. Des Alsaciens qui n'avaient rien de latin, qui étaient d'ethnicité complètement germanique, pourquoi ont-ils finalement tenu à la France ? C'est à cause du progrès social : on vivait mieux en étant un citoyen de la république française qu'en étant un sujet du roi de Prusse. Et donc, petit à petit, ces acquis sociaux sont rentrés dans les traditions culturelles de l'Alsace. Et cela s'est passé de la même façon au Pays basque, en Provence, dans le Massif Central... Pourquoi la répression contre les langues - "Il est interdit de cracher et de parler breton", ou le coup de règle sur les doigts si l'on parlait basque - a-t-elle marché ? Parce que c'est à l'école de la république, publique, laïque et obligatoire de l'Etat qui en même temps construit des routes, des ponts, des hôpitaux... Les gens eux-mêmes s'identifient parce qu'ils se disent : il faut absolument que mon enfant parle français parce qu'il vivra mieux que moi, il aura une vie meilleure. Il y a eu ce processus : un échange entre oppression ethnique et progrès social. Je ne dis pas que cet échange est une bonne chose, mais si cette oppression ethnique a pu fonctionner et réussir sans grande révolte, sans guerre civile, c'est aussi parce qu'il y a eu le progrès social. Donc la question de la vitalité sociale et du rôle de l'Etat est très importante. Et ce n'est pas un hasard si aujourd'hui que la fonction de progrès social de l'Etat est remise en cause par la mondialisation, par la dérèglementation, l'aspiration à vouloir vivre mieux au pays ressort, et avec elle les questions identitaires. Mais justement c'est une aspiration à vivre mieux, à mieux exercer sa citoyenneté, et je m'inscris tout à fait en faux par rapport à ceux qui disent que c'est un repliement localiste.

Il existe donc un lien capital entre identité et territoire d'un côté, et pratiques sociales de l'autre, ce qui signifie que l'on ne peut pas défendre l'identité toute seule, sans s'occuper du reste de la société. Si l'on défend l'identité toute seule, cela produit le phénomène de folklorisation, c'est à dire la poursuite artificielle d'une pratique à des fins de spectacles par exemple, alors qu'elle n'a plus de sens social pour la communauté des habitants. Ce qui doit être défendu et promu, ce n'est pas l'identité en tant que telle, c'est la société qui porte cette identité. Par exemple au Pays basque, pour des raisons historiques, c'est à la campagne que l'on retrouve encore des coutumes et des rites "traditionnels" qui ont déjà largement disparu des zones les plus urbanisées. On pourrait donc en conclure qu'il faudrait demander aux gens de faire un effort, de prendre conscience de l'importance de ces rites, qu'il faut demander à l'Etat des subventions pour aider une association, l'Institut culturel basque etc.... Il faut faire cela, mais quel sera le résultat par rapport à la défense du patrimoine rural si, dans le même temps, la campagne se désertifie complètement et qu'il n'y a plus de ruraux ? Le problème est indissolublement identitaire et social. Et par conséquent des revendications, des luttes qui n'ont apparemment rien à voir avec l'identité peuvent en fait avoir un effet très fort sur l'identité : par exemple, aider à l'installation de jeunes agriculteurs, à la reprise d'anciennes exploitations, favoriser les processus d'organisation et de déclaration d'appellations d'origine contrôlée, maintenir un dense réseau de transports en commun, laisser un dense réseau d'hôpitaux locaux, de maternités, inverser la politique immobilière (c'est quand même un comble de penser que cela coûte moins cher d'emprunter pour construire du neuf que pour rénover du vieux !)... Des mesures qui, à priori, n'auraient pas de rapport direct avec l'identité, parce qu'elles vont aider une société à vivre, vont en fait porter cette identité peut-être parfois de façon plus solide que des revendications directement identitaires.

Cela amène une autre conséquence : si la question de l'identité est tellement liée à celle de la vitalité d'une société, on voit bien qu'il est archi-faux de mettre un trait d'égalité entre identité et enfermement ou repliement sur soi. Bien sûr il peut y avoir, et il y a dans l'histoire des phénomènes de repli identitaire qui peuvent exprimer la crise profonde de certaines sociétés, des crises historiques. Par exemple l'islamisme - qu'il ne faut pas confondre avec l'islam - est une forme de nationalisme désespéré de sociétés en crise profonde, qui se crispe sur l'idée complètement mythique de la religion pure du passé, alors que les pouvoirs d'aujourd'hui sont corrompus. Mais la dite équation "identité =

repli" ne traite pas de ce cas là, elle généralise, elle dit qu'à l'ère de la mondialisation l'identité particulière serait signe de repli.

Décortiquons cette question : d'abord qui est "particulier" ? le Pays basque est-il "particulier" ? Est-ce que ce n'est pas Paris qui est "particulier" ? Il faut faire attention aux mots que nous employons. Par exemple vous remarquerez que je ne parle jamais du "droit à la différence", je ne parle que du "droit à l'égalité". Il n'y a pas de différences dans l'humanité par rapport à une norme, il n'y a qu'une diversité humaine et des contextes. Cette critique, par certains, des identités qu'ils considèrent comme particulières est faite par des gens qui se disent souvent universalistes. Pourtant on constate souvent que leur universalisme est très abstrait.

Prenons l'exemple de cette histoire, que je considère comme lamentable, du recours au Conseil d'Etat qui a fait que les écoles d'apprentissage du breton par immersion, les écoles Diwan, qui voulaient être nationalisées, n'ont pas pu l'être au nom de l'égalité. D'abord on mélange tout : ce qui se rapporte à des religions, et ce qui se rapporte à des langues. Une religion, effectivement, c'est une communauté particulière parce que, même au Pays basque où le catholicisme est fort, tout le monde n'est pas catholique. En revanche la langue est l'expression d'une société entière, elle n'est pas l'expression d'un morceau de cette société, comme la religion est l'expression d'une fraction de cette société, même si elle est majoritaire. Donc ceux qui mélangent ces choses là, ceux qui sont accusés d'être parfois ultra-laïques, ils appliquent un raisonnement religieux à la question linguistique. Et donc, de ce fait, ils disent que toutes les écoles doivent être en français parce que c'est l'égalité : mais ce n'est pas l'égalité, c'est l'uniformité. A cela doit-on répondre avec la revendication du "droit à la différence" ? Je suis extrêmement méfiant par rapport à cette problématique : quand on réclame le droit à la différence, très rapidement on réclame la "différence du droit". Parce que quand il s'agit de traduire par des mesures concrètes le droit à la différence, on en vient à réclamer des lois particulières pour soi. On n'a pas besoin de lois particulières pour défendre la langue basque, il suffit de réclamer l'égalité. En France, il y a deux types de citoyens : ceux qui ont le droit de faire alphabétiser leurs enfants dans des écoles par immersion dans leur langue maternelle, et ceux qui n'ont pas ce droit. Il suffit que la même loi pour tous soit faite de telle manière qu'elle puisse répondre à des besoins pédagogiques diversifiés. Ceux qui parlent au nom de cet universalisme abstrait cachent en fait un particularisme dominant.

La carence identitaire est une souffrance, parfois une souffrance très forte. Il y a des gens qui souffrent d'un problème identitaire grave. Par exemple, les gens qui sont nés d'accouchement sous X. L'abandon d'enfant, dans des conditions tragiques, est un droit qui doit être préservé, et parfois il est nécessaire qu'il ait lieu dans des conditions de confidentialité, parce qu'une jeune femme peut avoir peur de la vindicte familiale, par exemple. Mais cela ne veut pas forcément dire qu'il ne doit pas rester dans un registre tenu secret, confidentiel, la trace de l'identité de cette femme afin que plus tard, si elle le désire, et si l'enfant le désire, ces deux êtres puissent communiquer entre eux. Tout le monde dans la société a un lignage, on veut savoir d'où l'on vient. Ce n'est pas quelque chose de physique, de biologique, c'est surtout l'idée qu'on veut être comme tout le monde. Là, il s'agit de l'identité individuelle, mais je crois que l'on peut transposer cela sur l'identité collective, parce qu'un groupe humain qui n'aurait plus aucune identité, aucune conscience de son territoire, peut partir dans tous les sens, et c'est parfois ce qui se produit dans certains pays.

L'expression d'un besoin identitaire recouvre presque généralement la volonté de vivre mieux au pays. C'est pourquoi, quand cette expression de vivre mieux au pays s'organise, elle est favorable à la pratique de la citoyenneté, elle favorise la vie associative, la prise de conscience d'enjeux collectifs, d'aménagement du territoire, le dépassement de la vision individuelle. Cette revendication identitaire est un moyen d'expression de la citoyenneté. Là aussi je m'inscris en faux contre ceux qui opposent la communauté et la citoyenneté : on exprime beaucoup mieux la citoyenneté quand on a une communauté bien vivante que quand on est simplement des citoyens atomisés face

à un état central. La communauté peut être le cadre identitaire par lequel la citoyenneté s'exprime le plus profondément.

L'identité est en évolution permanente. Cela veut dire que la promotion de l'identité dans le cadre de la société entière va sans doute produire une identité différente de celle du passé, de celle pour laquelle nos aînés se sont battus. Et ce ne sera pas forcément un résultat négatif, ce sera simplement que l'identité, pleinement ancrée dans la société, aura justement évolué avec son temps. Par exemple, la question de la langue basque unifiée : certains anciens disent parfois que les jeunes parlent une langue qui n'est plus la leur, parfois ils s'en plaignent. Ce à quoi on ne peut que répondre que, malgré la perte de variété dialectale, mieux vaut une langue basque unifiée que plus de langue basque du tout. Mais il y a autre chose que je vais exprimer par le biais d'un exemple portugais : le Portugal est une nation très homogène, un paradis pour les Jacobins. Il y a quand même un petit coin qui résiste encore et toujours à l'envahisseur dans l'extrême nord-est du Portugal, dans la région de Miranda. Il s'agit d'un isolat linguistique, une survivance qui vient tout droit du Moyen-Age de l'ancien royaume du Léon. Et cette région est restée très isolée, le chemin de fer n'y est jamais arrivé, et il est resté là à peu près quinze mille personnes qui parlent le mirandais. Et ces Mirandais ont réussi à faire voter à l'unanimité du parlement portugais une loi de protection de la communauté mirandaise, qui permet d'enseigner la langue mirandaise à l'école publique. Mais pendant des générations et des générations, les gens parlaient y compris le portugais dans cette zone là, parce que l'église catholique a toujours parlé portugais. Et quand on s'adressait au maire ou au curé, même les paysans parlaient automatiquement portugais. Entre eux, en revanche, la langue des travaux des champs, de l'amour, de la famille, c'était le mirandais. Aujourd'hui pour survivre cette langue ne doit pas seulement être unifiée, elle doit se poser impérativement le problème de son urbanisation. C'est aujourd'hui la question majeure qui se pose aux militants de la langue mirandaise : réussir non seulement l'unification entre les variétés dialectales, mais surtout réussir le tournant urbain. C'est un peu la même chose ici, au Pays basque : on a peut-être tendance à trop vouloir protéger les bastions ruraux de la langue. Or, la question stratégique c'est la ville, c'est la côte. Et il faut également qu'un étudiant en biologie, en mathématiques, en informatique puisse faire ses études en basque, ce qui ne l'empêchera pas du tout de connaître le français, l'espagnol, l'anglais puisqu'il est prouvé aujourd'hui psychopédagogiquement que la pratique très tôt des langues est excellente pour l'apprentissage de toutes les autres langues.

D'ailleurs sur le plan strictement linguistique, il n'y a pas de langue rurale. Bien sûr une civilisation rurale va avoir sa richesse en terme de vocabulaire, mais une langue qui a une vitalité de plusieurs siècles est sur le plan linguistique une langue parfaite, en ce sens qu'elle est capable d'exprimer la totalité des sentiments et des raisonnements humains. Elle peut avoir besoin d'emprunter des mots, mais toutes les langues sont obligées d'emprunter à l'étranger. Pour autant, cela ne change pas la structure de la langue. Donc je crois qu'une langue basque peut être parfaitement utile pour exprimer un programme informatique. L'important étant : existe-t-il un espace social suffisant pour la survie et le développement de la langue (pas simplement l'école, mais le rapport avec la république, avec les services publics, dans quelle mesure dans la vie sociale on se sert de la langue basque) ? Telle est la question posée aux Mirandais, et je crois qu'elle est partiellement valable aussi pour la langue basque.

Autre question : l'identité peut-elle survivre sans langue propre ? Il est tout à fait évident que la langue est ce que les sociologues appellent un "marqueur identitaire" très fort. Et une langue qui disparaît, ce n'est pas seulement une perte pour la communauté, c'est une perte pour l'humanité tout entière. Si l'on prend l'exemple de l'Ecosse, 98 % des Ecossais ne parlent plus, voire n'ont jamais parlé le gaélique. Seules 40 000 personnes dans les îles Hébrides parlent cette langue. Les Irlandais peuvent l'apprendre à l'école, mais à peu près comme on apprendrait le latin, comme une langue morte. Au moins 90% des Irlandais ont l'anglais comme langue maternelle. Est-ce que cela veut dire qu'ils ont perdu leur identité d'Irlandais ou d'Ecossais ? La réponse est négative. Il est possible

que leur identité se soit affaiblie. Leur fierté, leur conscience d'être Irlandais, sûrement pas. Une identité peut survivre même si sa langue propre disparaît. En revanche l'identité change. Je sais bien qu'en basque, Basque veut dire "celui qui parle basque". Mais il est tout à fait normal que les mots aient leur étymologie créée par l'idéologie des temps anciens. Par exemple la nation aujourd'hui est définie de façon jacobine en France comme étant une simple communauté politique de citoyens, pourtant cela vient du verbe latin nascor qui veut dire "naître". Donc la définition du Basque comme étant celui qui parle basque, il est sûr que cela signifie cela, mais ce n'est pas pour autant que c'est une définition acceptable aujourd'hui. Donc la disparition d'une langue, c'est la disparition d'un fort marqueur identitaire, mais si l'on a de l'identité une conception ouverte, un non-basquisant doit parfaitement pouvoir se considérer, et être considéré comme Basque. Car la seule définition de la basquitude est l'auto-reconnaissance. On ne pourra jamais définir une identité, on peut définir un processus d'identification. La seule définition c'est celui qui se sent Basque, Zoulou, Juif, Français... C'est la communauté des gens qui se sentent tels, avec mille et une façons de se sentir tels.

Et donc l'idée que je veux faire passer, c'est que l'on peut défendre très intensément le droit à l'identité, et l'intérêt de défendre l'identité comme moyen de mieux exprimer la citoyenneté, tout en prenant la conception la plus ouverte, la plus universaliste de l'identité. Cela nous amène aux deux dernières questions, considérables, qui sont celles du lien entre identité et universalisme, et identité et mondialisation.

Insister sur l'identité, sur les petits pays, sur les territoires, est-ce contraire à l'universalisme ? Cela peut être contraire à l'universalisme quand c'est le parti nazi qui promeut une identité aryenne fantasmagorique. Mais cela n'a aucune raison d'être le cas quand ce sont des courants démocratiques qui intègrent la question identitaire dans le programme de la démocratie politique, qui en font une question ordinaire de la vie sociale. Tout montre qu'un rapport sain entre les citoyens et le territoire dessiné par l'identité est à l'inverse un excellent contexte pour l'universalisme et l'internationalisme.

Par exemple, avant 1914 dans la période de la II^{ème} Internationale où les social-démocraties européennes commençaient à se renforcer, la Pologne était occupée, partagée entre l'Empire du Tsar, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne sous direction prussienne. Il y a eu tout un débat entre Rosa Luxembourg, d'origine polonaise, mais qui était opposée à la lutte pour l'indépendance de la Pologne, parce qu'elle disait que cela allait diviser entre eux les prolétaires d'Allemagne. Mais comment un ouvrier polonais pouvait-il ressentir de la solidarité de classe pour un ouvrier russe s'il ressentait sa nation polonaise opprimée par la Russie ? Et donc pour le progrès des luttes sociales, il fallait que la Pologne redevienne indépendante, parce que pour pouvoir entrer dans une dynamique de solidarité internationale et s'ouvrir aux autres, il faut forcément qu'on ait les pieds solidement posés sur un sol qui soit sûr. Donc la résolution de la question nationale en Pologne était une condition à l'essor même du mouvement ouvrier polonais.

Deuxième exemple : celui des Juifs d'Europe centrale, qui étaient de langue yiddish. Leur parti était le Bund qui défendait le concept très intéressant d'être d'ici - la "icité". Ils habitaient en Pologne, ou dans les pays baltes, ou en Lituanie, et donc ils étaient sur le même territoire que la nation polonaise ou lithuanienne. Ils défendaient l'idée de cette "icité" qui permettait d'exprimer deux nations sur un même territoire. C'était une idée d'emboîtement identitaire parfaitement compatible avec la démocratie.

Autre exemple : on a fait des enquêtes en France, et on a constaté que chez les enfants de migrants les résultats scolaires étaient meilleurs quand les parents n'avaient pas de projet de retour. Quand les enfants sont dans une instabilité territoriale, ils ont du mal à appréhender leur identité d'origine, et à appréhender leur identité française. Inversement, l'apprentissage de la langue portugaise, turque ou arabe à l'école publique française ne les replie pas du tout sur leur identité d'origine. Au contraire, le fait d'apprendre leur langue maternelle les tranquillise d'une certaine manière et leur permet d'appréhender beaucoup plus paisiblement l'identité française. Mais attention, il faut se méfier du multi-culturalisme, parce qu'on mélange tout avec cette idée. Je suis pour que ces langues soient enseignées à l'école publique dès l'école primaire, mais je suis contre

le fait qu'il y ait des écoles tout en portugais, en turc ou en arabe. Les Basques ou les Turcs de France ont une dignité à défendre, une histoire à défendre, des droits de citoyens à défendre, cela ne souffre pas la contestation. Mais l'histoire de ces identités est totalement différente : il y a une société basque en France, il n'y a pas et il n'y aura pas une société turque ou portugaise en France. L'enfant à qui on parle portugais à la maison, quand il sort de chez lui, il se trouve dans une rue française, et la défense de ses droits démocratiques doit passer par l'apprentissage de sa propre langue dans la société française, dans une école française. En revanche, nous avons en France des nations historiquement présentes sur le sol de la république : la Bretagne, la Corse, le Pays basque. Et donc il faut permettre à ces nations d'exprimer leurs droits culturels et on peut le faire, si les parents le souhaitent, par le biais des écoles d'immersion en langue locale. Et cela est parfaitement laïque, parce que cela est en phase avec l'égalité des droits, c'est le droit de tout citoyen de la république française de pouvoir alphabétiser son enfant dans une des langues historiquement présentes sur le sol de la république.

Et donc il faut critiquer cet universalisme abstrait qui provoque non point l'égalité devant la loi, mais l'uniformité devant la loi, et qui est destructrice de l'égalité. Parce qu'en disant qu'à l'école publique, seul le français est la langue de l'enseignement, de la cantine et de la récré, on crée l'inégalité et l'uniformité. En revanche la pratique pleine et entière, et donc tranquille et pacifiée de l'identité, permet d'admettre l'autre sans problème. Quand on est sûr de son sol, on n'a pas besoin de barrières. Et donc l'universel n'est pas l'abolition des identités : un universalisme concret est une politique culturelle et d'aménagement du territoire qui recherche des conditions de l'égalité des identités, même si ce processus modifie en retour les identités.

D'autre part, on mélange mondialisation et universalisme. C'est un peu l'idée que l'humanité irait toujours vers une marche vers le plus grand : de la petite tribu ancienne aux nations médiévales, aux nations modernes forgées par le capitalisme, aux constructions continentales d'aujourd'hui, puis à "l'a-nation" mondiale de demain. Mais cette marche vers le plus grand n'est pas forcément du tout une marche démocratique. La première indépendance nationale du XX^e siècle, c'est celle du Timor Oriental, un petit bout de l'archipel indonésien qui aurait dû être décolonisé en 1975 quand le Portugal a laissé ses colonies, mais qui a été immédiatement envahi par l'Indonésie. C'est un pays petit, à peu près de la superficie du Luxembourg, très divisé entre différentes ethnies, mais on a là un peuple qui a résisté pendant 27 ans, les armes à la main, un tiers de la population est mort, parce qu'ils voulaient être eux-mêmes et ils ont obtenu leur indépendance. Et lorsqu'on les a enfin consultés par référendum, 90% de la population a voté pour l'indépendance. La question n'est pas petitesse ou grandeur, la question est : est-ce qu'on a une communauté de citoyens qui exprime une identité propre ? Le reste n'a pas d'importance, le reste regarde les gens. Et d'autant plus que le fait d'avoir sa propre identité n'empêche pas, sur cette base là, de conjuguer ensuite des relations avec les voisins.

La mondialisation, en réalité, c'est l'étape actuelle du capitalisme, et la tendance de la mondialisation est de transformer chaque endroit du globe en des parcelles du monde non point égales, mais également soumises à la dérèglementation. Cette tendance, parce qu'elle interpelle les acquis sociaux et identitaires des gens, peut créer des mouvements sociaux qui font converger certaines luttes sociales et identitaires. La mondialisation est une tendance qui dans l'absolu détruit les identités, mais dans la pratique elle n'arrive pas, et n'arrivera jamais à être appliquée complètement, et elle peut même provoquer des phénomènes inverses de revitalisation des identités. Et donc, il ne faut surtout pas confondre cette mondialisation avec l'internationalisation du monde, c'est à dire la mise en rapport de plus en plus forte de différentes nations entre elles, parce qu'aujourd'hui les conditions matérielles sont telles qu'il est possible et même nécessaire pour vivre ici d'avoir accès à ce qui se passe ailleurs. Cela, c'est l'internationalisation qui ne nie pas l'identité des gens, au contraire, c'est sur la base des besoins propres d'ici que nous nous mettons en rapport avec ce qui se passe ailleurs.

Je vais terminer en citant un écrivain portugais, Miguel Torga, originaire de la grande région du nord du Portugal. Dans les années 50, il avait donné une conférence à des immigrants portugais au Brésil, et il avait donné à sa conférence un titre que je trouve génial et qui synthétise tout : "L'universel, c'est le local moins les murs".